

Adresse : Torokorobougou, Rue 320, Porte : 173 Bamako, Mali.

Email : contact@ce3safrica.net

Téléphone : + 223 76 05 29 69

Groupes terroristes et tentatives de généralisation de la terreur au Mali

Rappel contextuel

Le Mali est un pays qui est toujours confronté aux soubresauts et rebellions indépendantistes¹ depuis son accession à l'indépendance(1960). De la rébellion sécessionniste de 2012, greffée aux revendications des groupes terroristes avec le référentiel musulman, le pays est dès lors plongé dans des crises multidimensionnelles, complexes et surtout dynamiques². Les raisons évoquées par les entrepreneurs de la violence sont plurielles. De l'inadéquation du maillage sécuritaire sur l'ensemble du territoire, le sentiment de la non utilité de l'État dans la délivrance des services sociaux de base, la mauvaise gouvernance, les comportements peu louables de certains représentants de l'État vis-à-vis des populations(corruption, favoritisme et népotisme), en passant par la hiérarchisation communautaire sont entre autres de facteurs qui sous-tendent cette insécurité chronique qui se propose.

Une extension fulgurante de la menace terroriste

Le Mali a vu proliférer des groupes armés dans les régions du Nord , du Centre et progressivement vers le Sud. Ainsi, les entrepreneurs de la violence veulent propager la terreur sur toute l'étendue du territoire malien. D'ailleurs, l'enlèvement du français Gilberto Rodrogues Leal en novembre 2012 dans la ville de Diéma³ par des groupes armés appartenant à Al-Qaïda au Maghreb Islamique d'alors, marque ce projet expansionniste des groupes radicaux violents. En effet, les attaques survenues le 28 septembre 2021 contre un convoi de la gendarmerie nationale qui escortait une entreprise minière⁴ illustre l'intention des groupes terroristes à donner l'impression de

¹ . Quatrième rébellion depuis son accession à l'indépendance en 1960.

² . Aly TOUNKARA,(2020), *Mali- Analyse sociohistorique des conflits(Nord et centre)- l'État entre la recherche de légitimité et calomnies*, Paris, Harmattan.

³ . Une région nouvellement créée, située à 343 km² de Bamako.

⁴ . Au moins cinq(05) gendarmes tués et quatre(04) terroristes neutralisés par l'armée malienne, selon le communiqué officiel.

contrôler tout le Mali. Le fil conducteur de cette note succincte part du constat que les réponses contre la menace doivent être globales. Certes, de régions telles que Nara, Diéma et Koulikoro ne connaissent pas la menace terroriste au même degré que les régions du Centre et celles du Nord, mais cette situation d'insécurité résiduelle ne doit pas occulter l'existence des signaux très inquiétants quant à un possible basculement de ces régions du Sud et d'Ouest(Nara, Nioro et Kayes)vers un cycle de violences inouïes. De ce constat, des hypothèses pourraient être soutenues.

Sud et ouest : nouvel eldorado de groupes radicaux violents

A la lecture de l'étendue des localités en proie aux attaques terroristes(régions du Nord, Centre et une partie du Sud), il serait difficile pour les groupes radicaux violents de s'ancrer durablement dans les régions de Nara, Diéma, Nioro et Kayes, même si leur nombre exact reste non évalué, vouloir occuper ces régions de façon pérenne est synonyme du renoncement à d'autres localités sous influence desdits groupes;

Les zones de Diéma, Didiéni, Nioro et les localités frontalières à la forêt de Wagadou⁵ ont connu par moments et par endroits d'incursions des groupes terroristes. Il est à rappeler que la forêt de Wagadou est étiquetée d'abriter des groupes terroristes(Al-Qaïda et ses filiales notamment) et des narcotrafiquants. Cependant, les leviers d'endoctrinement seraient marginaux, car ces régions sont des zones de départ par excellence de migration. Donc, les besoins fondamentaux(eau, électricité, infrastructures éducatives et sanitaires) exprimés par les populations rurales desdites localités sont en grande partie satisfaits par les diasporas fortement présentes en Europe et en Afrique centrale. De même, l'activité économique n'est pas autant *ethnalisée* comme elle l'est dans les régions du Centre, où par exemple l'élevage est dominé par des communautés nomades et l'agriculture par des sédentaires. Cette non communautarisation des activités professionnelles constitue une aubaine pour ces régions afin de se prémunir d'une possible instrumentalisation des référentiels(communautaire, ethnique, religieux etc.).

Les régions de Diéma et de Nioro sont des réservoirs des élèves issus de l'école coranique dont la plupart sont laissés pour compte. Ces parias de la société pourraient grossir le rang des groupes radicaux violents si de mesures urgentes d'insertion professionnelle ne sont prises à leur égard.

⁵ . Une zone frontalière de la Mauritanie qui s'étend sur plus de 100 km².

La crainte reste légitime quant aux capacités des groupes terroristes à se mouvoir d'une localité à une autre avec une vitesse étonnante. Donc, il n'est pas exclu d'assister à des possibles attaques sporadiques sur l'axe Bamako - Kayes et même au-delà.

L'esclavage est certes officiellement aboli, force est de reconnaître que la région de Kayes est sur toutes les lèvres comme championne dans les pratiques esclavagistes⁶. L'exclusion d'un pan entier de la communauté au nom des pratiques culturelles, pourrait être instrumentalisée dans la durée par les groupes radicaux violents comme facteur d'enrôlement de victimes des pratiques esclavagistes et d'autres formes de discrimination dans un souci de se venger de leurs prétendants maîtres esclavagistes ou du système social.

Au-delà du caractère artificiel ou de la porosité des frontières entre les pays de la sous-région(Mali, Guinée Conakry, Sénégal et Mauritanie), les actions de prévention contre le terrorisme et de sécurisation des populations et de leurs biens, doivent être menées par des acteurs qui ne soient pas perçus par les populations comme des occupants au travers de violations graves des droits de l'homme et des pratiques du racket dirigées contre elles(populations). Lesquelles pratiques sont régulièrement dénoncées par les communautés dans les zones en proie aux attaques terroristes. Toute chose qui n'arrange en rien dans la prévention et la lutte contre le terrorisme.

Il y a une autre crainte qui n'est pas moindre, c'est qu'en cas de poursuite ou d'offensive des forces de sécurité et de défense du Mali, ces groupes n'auront d'autre alternative que de se replier sur la Mauritanie ou le Sénégal. Toute chose qui marquerait ou ouvrirait un chapitre nouveau dans l'insécurité au Sahel. En définitive, pour cette raison, les groupes violents préféreraient le harcèlement dans cet espace plutôt que de s'y implanter. De ce fait, ; l'espoir reste permis.

Un optimisme prudent

En dépit du bilan peu flatteur de victoires remportées sur les groupes radicaux violents par les forces de défense et de sécurité du Mali et de ses partenaires(en occurrence la force Barkhane française et la mission onusienne), il est à noter que la situation sécuritaire demeure délétère. Cependant, ces attaques sporadiques sur l'axe Bamako- Kayes ne devraient pas pousser l'observateur à un catastrophisme sécuritaire ou à succomber au charme d'une généralisation de l'insécurité et aux propagandes des groupes radicaux violents.

⁶ . Les pratiques esclavagistes ont été instrumentalisées par les groupes radicaux violents au Nord du Burkina Faso à partir de 2016 afin de recruter des jeunes désœuvrés et des victimes des pratiques discriminatoires, comme l'esclavage dans les groupes violents.

Les populations des localités concernées par ces attaques isolées, devaient garder à l'esprit que quelques soient les difficultés qu'éprouve un État dans la délivrance de services sociaux de base, aucun groupe ne peut se substituer à lui dans la durée. Nulle part dans le monde, un groupe terroriste n'a pu jeter les bases d'un développement durable et harmonieux. Les mesures de prévention à l'endroit des populations doivent être engagées en toute urgence par l'État du Mali à travers des campagnes de sensibilisation et d'information sur les leviers à partir desquels les terroristes arrivent à grossir leurs rangs.

La réaffirmation de l'utilité de l'État par des comportements exemplaires des agents de l'État (administration judiciaire, forces de défense et de sécurité en particulier) et le soulagement des souffrances des populations par la délivrance des services sociaux de base de qualité et de quantité, restent la meilleure arme pour prémunir une éventuelle extension de l'action terroriste sur ces possibles foyers du terrorisme.

Dr Aly TOUNKARA, Maitre de conférences à l'Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako et expert au Centre des Études Sécuritaires et Stratégiques au Sahel(CE3S).